

DECISION

STATUANT SUR UNE OPPOSITION

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ;

Vu l'arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques révisé du 14 avril 1891, le Protocole relatif à cet Arrangement adopté le 27 juin 1989 et le règlement d'exécution du 1^{er} avril 1996 ;

Vu le règlement (CE) n°207/2009 modifié par le Règlement (UE) n°2015/2424 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 ;

Vu le code de la propriété intellectuelle et notamment ses articles L 411-4, L 411-5, L 712-3 à L 712-5, L 712-7, L713-2, L713-3, R 411-17, R 712-13 à R 712-18, R 712-21, R 712-26 et R 718-2 à R 718-4 ;

Vu l'arrêté du 24 avril 2008 modifié relatif aux redevances de procédure perçues par l'Institut national de la propriété industrielle.

Vu la décision n° 2014-142 bis modifiée du 22 juin 2014 relative aux conditions de présentation et au contenu du dossier des demandes d'enregistrement de marques.

Vu la décision n°2016-69 du 15 avril 2016 relative aux modalités de la procédure d'opposition à enregistrement d'une marque.

I.- FAITS ET PROCEDURE

La société BLOCKCHAINYOURIP (Société par actions simplifiée) a déposé, le 20 mars 2019, la demande d'enregistrement n° 19 4 535 534, portant sur le signe verbal IP RADAR.

Ce signe est présenté comme destiné à distinguer les produits et services suivants :
« Programmes d'ordinateurs enregistrés et logiciels pour la sélection, la saisie, la sécurisation, le cryptage, le décryptage, le stockage, l'archivage probatoire, l'authentification de données et de contenus en ligne ; logiciels et installations informatiques pour la saisie, l'authentification et l'archivage probatoire,

y compris à distance, d'informations, de contenus et de données en ligne ; dispositifs de stockage de données ; logiciels pour la sélection, le captage, l'enregistrement d'informations, de contenus et de données en ligne dans un registre cryptographique ou dans un registre cryptographique partagé ; dispositifs de vérification d'identité; encodeurs de données ; décodeurs de données ; Elaboration (conception) de logiciels ; installation de logiciels ; maintenance de logiciels ; mise à jour de logiciels ; location de logiciels ; programmation pour ordinateurs ; analyse de systèmes informatiques ; conception de systèmes informatiques ; numérisation de documents ; logiciel-service (SaaS) ; informatique en nuage ; conseils en technologie de l'information ; stockage électronique de données ; tests, authentification et contrôle de qualité ; reconstitution et hébergement de bases de données ; Services juridiques, y compris les conseils concernant la datation, la protection et l'ancrage électronique de données et de contenus en ligne afin de permettre notamment la conservation de preuves d'exploitation ou d'atteinte à des droits ; concession de licences de propriété intellectuelle ; services de recherche et d'assistance juridique dans le domaine de la propriété intellectuelle, de la protection et la défense d'actifs immatériels ; rédaction juridique ; consultation en matière de sécurité ».

Le 12 juin 2019, la société RRADAR LIMITED a formé opposition à l'enregistrement de cette marque.

Le droit antérieur invoqué dans cet acte est la marque verbale internationale RRADAR enregistrée le 23 août 2017 sous le n° 1459777 et désignant l'Union européenne.

Cet enregistrement porte notamment sur les produits et services suivants : « *Applications logicielles, logiciels et programmes informatiques pour ordinateurs et dispositifs mobiles; plateformes logicielles informatiques; publications et rapports électroniques téléchargeables; podcasts; enregistrements audio et vidéo; bases de données informatiques; banques de données ; regroupement et systématisation de bases de données ; traitement de données; gestion de bases de données ; Services SaaS [logiciels en tant que services]; services PaaS [plateformes en tant que services]; services de conseillers en logiciels; services de conseillers en matière de technologies de l'information; prestation de services de conseillers et d'assistance en matière de technologies de l'information; prestation de conseils techniques en matière de sécurité; prestation de conseils, services d'enquête, estimation et services de conseillers médico-légaux dans le domaine des risques, des accidents, des blessures et des dommages; prestation de conseils, services d'enquête, estimation et services de conseillers médico-légaux en lien avec l'estimation de dommages; services de conception; services d'analyse de données techniques en rapport avec des risques, accidents, blessures et dommages; fourniture de rapports techniques; mise à disposition d'informations techniques en lien avec des risques, accidents, blessures et dommages; services de gestion de crises techniques; services de conseillers, informations et prestation de conseils se rapportant à tous les services précités; fourniture de rapports en lien avec tous les services précités; informations, prestation de conseils et services de conseillers en lien avec la programmation informatique, la conception graphique pour la compilation de pages Web sur Internet, la création, la maintenance et l'hébergement de sites Web, la conception, la conception de bureaux, la conception graphique et la conception d'animations; fourniture de rapports en lien avec la programmation informatique, la conception graphique pour la compilation de pages Web sur Internet, la création, la maintenance et l'hébergement de sites Web, la conception, la conception de bureaux, la conception graphique et la conception d'animations; programmation informatique; conception graphique pour la compilation de pages Web sur Internet; création, maintenance et hébergement de sites Web de tiers; services de conception; Services de règlement extrajudiciaire de litiges; prestation de conseils juridiques en lien avec les droits des consommateurs; fourniture d'informations juridiques; mise à disposition d'informations en matière de gestion juridique; mise à disposition d'informations juridiques pour enquêteurs en matière d'accidents, blessures et dommages; production et fourniture de preuves et dépositions de témoins; services d'analyse juridique; analyse d'informations juridiques ; services de gestion de crises juridiques; services d'informations juridiques; services d'assistance juridique; recherches juridiques; services et conseil en matière de contentieux; services de médiation; services de conseil juridique en rapport avec les affaires réglementaires; services de conseillers, informations et prestation de conseils se rapportant à tous les services précités ; services juridiques; prestation de conseils et services de conseillers juridiques; services de conseillers en matière de sécurité ».*

L'opposition a été notifiée le 26 juin 2019 au titulaire de la demande d'enregistrement. Toutefois, cette opposition étant fondée sur une demande d'enregistrement, la procédure a été suspendue puis a repris après l'enregistrement de cette demande, ce dont les parties ont été informées. La société déposante était alors invitée à présenter des observations en réponse à l'opposition jusqu'au 25 novembre 2019

Le 19 et le 20 novembre 2019, la société déposante a présenté des observations en réponse à l'opposition, transmises à la société opposante par l'Institut en application du principe du contradictoire.

Le 7 janvier 2020, l'Institut a notifié aux parties un projet de décision établi au vu de l'opposition et des observations en réponse.

Le 10 février 2020, la société déposante a contesté le projet de décision et a présenté des observations auxquelles la société opposante a répondu le 17 février suivant.

II.- ARGUMENTS DES PARTIES

A.- L'OPPOSANT

La société opposante fait valoir à l'appui de son opposition et suite au projet de décision les arguments exposés ci-après.

Sur la comparaison des produits et services

Dans l'acte d'opposition, la société RRADAR LIMITED fait valoir que les produits et services de la demande d'enregistrement sont identiques et similaires à certains produits et services de la marque antérieure invoquée.

Suite au projet de décision, la société opposante demande la confirmation du projet en ce qu'il a considéré que les produits et services étaient identiques et similaires à l'exception des services de « *tests, authentication et contrôle de qualité* ».

Sur la comparaison des signes

La société opposante invoque l'imitation de la marque antérieure par le signe contesté. Il sera perçu comme une déclinaison de la marque antérieure. Elle invoque également la notoriété de la marque antérieure et l'interdépendance des critères qui doivent être prises en considération dans l'appréciation du risque de confusion.

Suite au projet de décision, la société opposante demande la confirmation du projet en ce qu'il a considéré qu'il existait un risque de confusion entre les signes.

B.- LE TITULAIRE DE LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT CONTESTÉE

Dans ses observations en réponse à l'opposition, la société déposante conteste la comparaison des signes. Elle conteste également la notoriété de la marque antérieure sur le territoire français. Elle ne présente pas d'observations concernant la comparaison des produits et services.

Suite au projet de décision, la société déposante conteste le projet de décision en ce qu'il a considéré qu'il existait un risque de confusion entre les signes. Elle ne présente pas d'observations quant à la comparaison des produits et services telle qu'effectuée dans le projet de décision.

III.- DECISION

Sur la comparaison des produits et services

CONSIDERANT que l'opposition porte sur les produits et services suivants : *« Programmes d'ordinateurs enregistrés et logiciels pour la sélection, la saisie, la sécurisation, le cryptage, le décryptage, le stockage, l'archivage probatoire, l'authentification de données et de contenus en ligne ; logiciels et installations informatiques pour la saisie, l'authentification et l'archivage probatoire, y compris à distance, d'informations, de contenus et de données en ligne ; dispositifs de stockage de données ; logiciels pour la sélection, le captage, l'enregistrement d'informations, de contenus et de données en ligne dans un registre cryptographique ou dans un registre cryptographique partagé ; dispositifs de vérification d'identité ; encodeurs de données ; décodeurs de données ; Elaboration (conception) de logiciels ; installation de logiciels ; maintenance de logiciels ; mise à jour de logiciels ; location de logiciels ; programmation pour ordinateurs ; analyse de systèmes informatiques ; conception de systèmes informatiques ; numérisation de documents ; logiciel-service (SaaS) ; informatique en nuage ; conseils en technologie de l'information ; stockage électronique de données ; tests, authentification et contrôle de qualité ; reconstitution et hébergement de bases de données ; Services juridiques, y compris les conseils concernant la datation, la protection et l'ancrage électronique de données et de contenus en ligne afin de permettre notamment la conservation de preuves d'exploitation ou d'atteinte à des droits ; concession de licences de propriété intellectuelle ; services de recherche et d'assistance juridique dans le domaine de la propriété intellectuelle, de la protection et la défense d'actifs immatériels ; rédaction juridique ; consultation en matière de sécurité » ;*

Que la marque antérieure a été enregistrée notamment pour les produits et services suivants : *« Applications logicielles, logiciels et programmes informatiques pour ordinateurs et dispositifs mobiles ; plateformes logicielles informatiques ; publications et rapports électroniques téléchargeables ; podcasts ; enregistrements audio et vidéo ; bases de données informatiques ; banques de données ; regroupement et systématisation de bases de données ; traitement de données ; gestion de bases de données ; Services SaaS [logiciels en tant que services] ; services PaaS [plateformes en tant que services] ; services de conseillers en logiciels ; services de conseillers en matière de technologies de l'information ; prestation de services de conseillers et d'assistance en matière de technologies de l'information ; prestation de conseils techniques en matière de sécurité ; prestation de conseils, services d'enquête, estimation et services de conseillers médico-légaux dans le domaine des risques, des accidents, des blessures et des dommages ; prestation de conseils, services d'enquête, estimation et services de conseillers médico-légaux en lien avec l'estimation de dommages ; services de conception ; services d'analyse de données techniques en rapport avec des risques, accidents, blessures et dommages ; fourniture de rapports techniques ; mise à disposition d'informations techniques en lien avec des risques, accidents, blessures et dommages ; services de gestion de crises techniques ; services de conseillers, informations et prestation de conseils se rapportant à tous les services précités ; fourniture de rapports en lien avec tous les services précités ; informations, prestation de conseils et services de conseillers en lien avec la programmation informatique, la conception graphique pour la compilation de pages Web sur Internet, la création, la maintenance et l'hébergement de sites Web, la conception, la conception de bureaux, la conception graphique et la conception d'animations ; fourniture de rapports en lien avec la programmation informatique, la conception graphique pour la compilation de pages Web sur Internet, la création, la maintenance et l'hébergement de sites Web, la conception, la conception de bureaux, la conception graphique et la conception d'animations ; programmation informatique ; conception graphique pour la compilation de pages Web sur Internet ; création, maintenance et hébergement de sites Web de tiers ; services de conception ; Services de règlement extrajudiciaire de litiges ; prestation de conseils juridiques en lien avec les droits des consommateurs ; fourniture d'informations juridiques ; mise à disposition d'informations en matière de gestion juridique ; mise à disposition d'informations juridiques pour enquêteurs en matière d'accidents, blessures et dommages ; production et fourniture de preuves et dépositions de témoins ; services d'analyse juridique ; analyse d'informations juridiques ; services de gestion de crises juridiques ; services d'informations juridiques ; services d'assistance juridique ; recherches juridiques ; services et conseil en matière de contentieux ; services de médiation ; services de conseil juridique en rapport avec les affaires réglementaires ; services de conseillers, informations et prestation de conseils se rapportant à tous les services précités ; services juridiques ; prestation de conseils et services de conseillers juridiques ; services de conseillers en matière de sécurité » ;*

CONSIDERANT que les « *Programmes d'ordinateurs enregistrés et logiciels pour la sélection, la saisie, la sécurisation, le cryptage, le décryptage, le stockage, l'archivage probatoire, l'authentification de données et de contenus en ligne ; logiciels et installations informatiques pour la saisie, l'authentification et l'archivage probatoire, y compris à distance, d'informations, de contenus et de données en ligne ; dispositifs de stockage de données ; logiciels pour la sélection, le captage, l'enregistrement d'informations, de contenus et de données en ligne dans un registre cryptographique ou dans un registre cryptographique partagé ; dispositifs de vérification d'identité ; encodeurs de données ; décodeurs de données ; Elaboration (conception) de logiciels ; installation de logiciels ; maintenance de logiciels ; mise à jour de logiciels ; location de logiciels ; programmation pour ordinateurs ; analyse de systèmes informatiques ; conception de systèmes informatiques ; numérisation de documents ; logiciel-service (SaaS) ; informatique en nuage ; conseils en technologie de l'information ; stockage électronique de données ; reconstitution et hébergement de bases de données ; Services juridiques, y compris les conseils concernant la datation, la protection et l'ancrage électronique de données et de contenus en ligne afin de permettre notamment la conservation de preuves d'exploitation ou d'atteinte à des droits ; concession de licences de propriété intellectuelle ; services de recherche et d'assistance juridique dans le domaine de la propriété intellectuelle, de la protection et la défense d'actifs immatériels ; rédaction juridique ; consultation en matière de sécurité* » de la demande d'enregistrement contestée apparaissent identiques et similaires aux produits et services invoqués de la marque antérieure, ce qui n'est pas contestée par la société déposante.

CONSIDERANT en revanche que les services de « *tests, authentification et contrôle de qualité* » de la demande d'enregistrement contestée qui désignent des services visant à contrôler la conformité d'un produit ou d'un service en fonctions de spécifications ou d'exigences préétablies ne présentent à l'évidence pas les mêmes nature, objet et destination que les « *Services SaaS [logiciels en tant que services] ; services PaaS [plateformes en tant que services] ; services de conseillers en logiciels ; services de conseillers en matière de technologies de l'information ; prestation de services de conseillers et d'assistance en matière de technologies de l'information ; prestation de conseils techniques en matière de sécurité ; prestation de conseils, services d'enquête, estimation et services de conseillers médico-légaux dans le domaine des risques, des accidents, des blessures et des dommages ; prestation de conseils, services d'enquête, estimation et services de conseillers médico-légaux en lien avec l'estimation de dommages ; services de conception ; services d'analyse de données techniques en rapport avec des risques, accidents, blessures et dommages ; fourniture de rapports techniques ; mise à disposition d'informations techniques en lien avec des risques, accidents, blessures et dommages ; services de gestion de crises techniques ; services de conseillers, informations et prestation de conseils se rapportant à tous les services précités ; fourniture de rapports en lien avec tous les services précités ; informations, prestation de conseils et services de conseillers en lien avec la programmation informatique, la conception graphique pour la compilation de pages Web sur Internet, la création, la maintenance et l'hébergement de sites Web, la conception, la conception de bureaux, la conception graphique et la conception d'animations ; fourniture de rapports en lien avec la programmation informatique, la conception graphique pour la compilation de pages Web sur Internet, la création, la maintenance et l'hébergement de sites Web, la conception, la conception de bureaux, la conception graphique et la conception d'animations ; programmation informatique ; conception graphique pour la compilation de pages Web sur Internet ; création, maintenance et hébergement de sites Web de tiers ; services de conception* » de la marque antérieure invoquée ;

Qu'il ne saurait suffire, pour les déclarer similaires, de considérer que « *tous ces services sont des services informatiques ayant pour fonction le traitement informatique de l'information et l'élaboration et la gestion de logiciels et systèmes informatiques* » ce qui n'est au demeurant pas avéré pour tous les services ; qu'en décider autrement, sur la base d'un critère aussi général, reviendrait à déclarer similaires tous les services se rapportant à l'informatique, alors même qu'ils présenteraient, comme en l'espèce, des caractéristiques propres de nature à les distinguer nettement ;

Qu'ainsi, il ne s'agit pas de services similaires le public n'étant pas fondé à leur attribuer une origine commune ;

Que par ailleurs, les services de « *tests, authentification et contrôle de qualité* » de la demande d'enregistrement contestée tels que précédemment définis ne présentent pas davantage de lien étroit et obligatoire avec les « *Applications logicielles, logiciels et programmes informatiques pour ordinateurs et dispositifs mobiles ; plateformes logicielles informatiques ; publications et rapports électroniques téléchargeables* » de la marque antérieure invoquée qui désignent un ensemble d'instructions rédigées

dans un langage spécifique permettant à un ordinateur ou à un dispositif mobile d'exécuter une tâche particulière ainsi que des documents publiés en ligne et accessibles par téléchargement ;

Qu'en effet, et contrairement à ce que soutient la société opposante, les premiers ne permettent pas nécessairement la mise en œuvre des seconds lesquels sont susceptibles d'applications multiples dans tous les domaines de la vie économique ;

Qu'il ne s'agit pas de services et produits complémentaires, ni, dès lors, similaires, le public n'étant pas fondé à leur attribuer une origine commune.

CONSIDERANT, en conséquence, que les produits et services de la demande d'enregistrement contestée sont, pour partie, identiques et similaires aux produits et services invoqués de la marque antérieure, ce qui n'est pas contesté par les parties suite au projet de décision.

Sur la comparaison des signes

CONSIDERANT que la demande d'enregistrement porte sur le signe IP RADAR, reproduit ci-dessous :

IP RADAR

Que la marque antérieure porte sur la dénomination RRADAR, présentée en lettres minuscules d'imprimerie droites, grasses et noires.

CONSIDERANT que la société opposante invoque l'imitation de la marque antérieure par le signe contesté.

CONSIDERANT que l'imitation nécessite la démonstration d'un risque de confusion entre les signes, lequel doit donc être apprécié globalement à partir de tous les facteurs pertinents du cas d'espèce ; que cette appréciation globale doit, en ce qui concerne la similitude visuelle, auditive ou conceptuelle des marques en cause, être fondée sur l'impression d'ensemble produite par les marques, en tenant compte, notamment de leurs éléments distinctifs et dominants.

CONSIDERANT qu'il résulte d'une comparaison globale et objective des signes en cause que le signe contesté est composé de deux éléments verbaux alors que la marque antérieure est composée d'une dénomination unique ;

Que ces signes comportent un terme visuellement très proche et phonétiquement identique (RADAR/RRADAR) précédé d'un élément très court dans le signe contesté, ce qui leur confère de grandes ressemblances d'ensemble ;

Qu'en effet visuellement, les dénominations RADAR du signe contesté et RRADAR constitutive de la marque antérieure sont de longueur comparable (cinq lettres pour le signe contesté, six pour la marque antérieure) et possèdent la même séquence RADAR ce qui confère aux signes une physionomie très proche ;

Que phonétiquement, ces dénominations présentent le même rythme ainsi que des sonorités identiques ;

Que la seule différence entre ces dénominations, tenant au doublement de la lettre R en position d'attaque dans la marque antérieure n'est pas de nature à écarter une perception très proche des dénominations en cause, contrairement à ce que soutient la société déposante ;

Qu'en effet, rien ne permet d'affirmer que la présence de la lettre R en position d'attaque de la marque antérieure « *attire fortement l'attention* » du consommateur ; qu'à supposer qu'elle soit prononcée de manière séparée de l'élément RADAR ce qui n'est nullement évident compte tenu de son accollement à ce terme, elle n'a aucune incidence sur les grandes ressemblances visuelles et phonétique entre les

signes ni sur la compréhension que le consommateur peut en avoir ; qu'en effet, ces dénominations renvoient toutes deux à un appareil de radiopérage qui permet de déterminer la position et la distance d'un obstacle, d'un aéronef, etc., par l'émission d'ondes radioélectriques et la détection des ondes réfléchies à sa surface ;

Que les signes diffèrent également, par la présence, dans le signe contesté, de l'élément verbal IP ;

Que toutefois, la prise en compte des éléments distinctifs et dominants conduit à tempérer cette différence ;

Qu'en effet, les éléments verbaux RADAR/RRADAR apparaissent distinctifs au regard des produits et services en cause, contrairement à ce que soutient la société déposante ;

Qu'en effet, le terme « RADAR » qui s'entend d'un appareil de radiopérage qui permet de déterminer la position et la distance d'un obstacle, d'un aéronef, etc., par l'émission d'ondes radioélectriques et la détection des ondes réfléchies à sa surface ne constitue pas la désignation nécessaire, générique ou usuelle des produits et services en cause ni n'en indique une caractéristique ;

Que la société déposante mentionne également, dans les documents fournis suite au projet de décision, des expressions françaises courantes dans lesquelles figure le terme RADAR (« *sous le radar* », « *être au radar* » « *marcher au radar* ») ; que toutefois, si dans le langage courant l'expression « passer sous le radar » évoque le fait d'échapper à la surveillance, cette circonstance n'est pas de nature à priver le terme RADAR, pris isolément, de tout caractère distinctif au regard des produits et services en cause ;

Qu'en outre, la simple fourniture d'une liste de résultats de recherche effectuée sur les bases de données marques de l'Institut sur lesquelles ne figure pas le libellé des marques en cause ne peut suffire à démontrer la banalité de l'élément RADAR au regard des produits et services en présence ; que le nombre de marques citées (122) n'apparaît pas significatif au regard du très grand nombre de marques protégées en France dans chacune des classes concernées ;

Que par ailleurs, la fourniture des fiches complètes de 16 marques ainsi que « *d'extraits de sites web montrant leur usage auprès du public* » par la société déposante n'est pas de nature à démontrer l'absence de caractère distinctif du terme RADAR au regard des produits et services en cause ; qu'en effet, outre que de nombreux documents accompagnant ces marques sont en langue étrangère et ne sont pas accompagnés de leur traduction en langue française, le faible nombre de marques reproduites (16) n'est pas davantage de nature à démontrer la banalité du terme RADAR pour les produits et services en cause ;

Qu'ainsi, le terme RADAR du signe contesté apparaît distinctif au regard des produits et services en cause ;

Qu'en outre et comme le souligne la société déposante, le terme IP du signe contesté est susceptible d'être perçu comme étant le sigle de « Intellectual Property » traduit et compris en français comme signifiant « Propriété Intellectuelle » et qui présente donc un caractère faiblement distinctif en ce qu'il renvoie au domaine d'application des produits et services du signe contesté ;

Que dès lors, rien ne permet d'affirmer que le signe contesté sera perçu comme un ensemble unitaire, contrairement à ce que soutient la société déposante ;

Que l'argument de la société déposante selon lequel « [le sigle IP] *est bien plus distinctif que la très grande majorité des termes français ou anglais combinés au terme RADAR dans les marques précitées [...] comme FOOTBALL, TENNIS, SCORE, ENERGY [...]* » ne saurait être pris en compte dès lors qu'au regard des produits et services en cause, ce terme IP sera perçu comme désignant la « propriété intellectuelle » et indique simplement le domaine des produits et services en cause ;

Qu'ainsi, il résulte, tant des ressemblances d'ensemble entre les deux signes que de la prise en compte des éléments distinctifs et dominants, un risque de confusion pour le consommateur ;

Que la société déposante conteste la connaissance de la marque antérieure par le public français ; que toutefois, si cette circonstance est susceptible de constituer un facteur aggravant du risque de confusion, elle n'est nullement nécessaire à sa démonstration ;

Que le signe contesté IP RADAR constitue donc l'imitation de la marque verbale antérieure RRADAR.

CONSIDERANT ainsi, qu'en raison de l'identité et de la similarité d'une partie des produits et services en cause et de l'imitation de la marque antérieure par le signe contesté, il existe un risque de confusion sur l'origine de ces marques pour le consommateur concerné.

CONSIDERANT que sont extérieurs à la présente procédure, les arguments de la société déposante relatifs à l'existence d'autres marques déposées devant l'EUIPO seuls les signes en cause devant être pris en compte dans le cadre de la présente procédure.

CONSIDERANT en conséquence, que le signe verbal contesté IP RADAR ne peut être adopté comme marque pour désigner de tels produits et services sans porter atteinte aux droits antérieurs de la société opposante sur la marque verbale antérieure RRADAR.

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1 : L'opposition est reconnue partiellement justifiée en ce qu'elle porte sur les produits et services suivants : « *Programmes d'ordinateurs enregistrés et logiciels pour la sélection, la saisie, la sécurisation, le cryptage, le décryptage, le stockage, l'archivage probatoire, l'authentification de données et de contenus en ligne ; logiciels et installations informatiques pour la saisie, l'authentification et l'archivage probatoire, y compris à distance, d'informations, de contenus et de données en ligne ; dispositifs de stockage de données ; logiciels pour la sélection, le captage, l'enregistrement d'informations, de contenus et de données en ligne dans un registre cryptographique ou dans un registre cryptographique partagé ; dispositifs de vérification d'identité ; encodeurs de données ; décodeurs de données ; Elaboration (conception) de logiciels ; installation de logiciels ; maintenance de logiciels ; mise à jour de logiciels ; location de logiciels ; programmation pour ordinateurs ; analyse de systèmes informatiques ; conception de systèmes informatiques ; numérisation de documents ; logiciel-service (SaaS) ; informatique en nuage ; conseils en technologie de l'information ; stockage électronique de données ; reconstitution et hébergement de bases de données ; Services juridiques, y compris les conseils concernant la datation, la protection et l'ancrage électronique de données et de contenus en ligne afin de permettre notamment la conservation de preuves d'exploitation ou d'atteinte à des droits ; concession de licences de propriété intellectuelle ; services de recherche et d'assistance juridique dans le domaine de la propriété intellectuelle, de la protection et la défense d'actifs immatériels ; rédaction juridique ; consultation en matière de sécurité* ».

Article 2 : La demande d'enregistrement est partiellement rejetée pour les produits et services précités.

Cécile C,
Juriste

Pour le Directeur général de
l'Institut national de la propriété industrielle

Isabelle M,
Responsable de pôle